

JEUDI 25 MARS 1948

REDACTION-ADMINISTRATION

Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy,
Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES

1 AN : 380 FR. — 6 MOIS : 190 FR.

AUTRES PAYS

1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

Pour changement d'adresse
joindre 15 francs et la dernière bande

Le numéro : 8 francs

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Répressions Staliniennes

HALTE !

LES cadavres sont encore chauds. La face des hommes est marquée par la misère et la faim.

Les ruines fument, le monde tremble encore, les sanglots des mères s'élèvent douloureux et les croix de bois, méthodiquement, s'alignent, se multiplient à l'infini.

L'hypocrisie officielle n'a pas encore eu le temps d'élever les monuments aux morts que déjà la guerre marche, la guerre vient, soutenue par ses fidèles alliés : le chauvinisme, l'armée, la scénophilie.

Est-il besoin de construire ? Est-il besoin d'aimer, de rire au soleil, à la vie ? Non ! Faisons des soldats, encore des soldats ! Ainsi l'exigent les patries, les patries anthropophages qui ne seront sans doute rassasiées que lorsque la race humaine sera broyée, hachée, amoncelée en tas sanglants, en montagnes d'ossements ; lorsque nous serons tous des héros putréfiés !

Voilà la morale. Voilà la raison de vivre !

Eh bien, non ! nous refusons !

A ce monde de fous furieux, de meurtriers vertueux, nous crions : Halte ! Et si nous ne sommes que quelques-uns à ne pas nous joindre aux troupeaux hystériques en marche vers les abattoirs patriotiques, nous suffirons quand même à sauver la raison humaine.

Parce que tout pousse vers la guerre et la France, toujours à l'avant-garde du crime, nous chavirons, donne l'exemple : dix-huit mois de service militaire et un budget de 300 milliards pour l'armée !

Comparons ce chiffre avec ceux de la Reconstruction, de l'Instruction et de la Santé publique, et nous serons fixés !

Il est vrai que tous les Français sont bien logés et qu'ils se portent bien ; il est vrai que tout est reconstruit et que l'on peut se permettre de démolir à nouveau !

Nous savons que l'on peut nous retourner une foule d'arguments, que le parti russe ou le parti américain ont d'excellentes raisons pour préparer la guerre. Mais nous savons aussi que jamais l'Europe occidentale ne pourra être la « troisième force » capable d'arrêter le fléau. Elle pourra tout au plus retarder de quelques semaines la marche des divisions russes et faire un « baroud d'honneur », tant il est vrai que l'honneur est une question de boucherie.

Alors, pour sauver cet honneur, l'armée, ce

cancer insatiable, va s'amplifier, se développer et prospérer sur notre peine, notre travail ; elle va étendre ses tentacules dans ce monde de guenilles et de taudis, et nos villes meurtries auront le privilège de parades guerrières plus nombreuses.

De Gaulle, d'ailleurs, le dit sans ambage. L'Amérique doit nous aider militairement. Donc plus de tracteurs, plus de charmes : des tanks ! Aux quatre millions de soldats russes, il faut opposer une force qui fasse réfléchir Staline. Le christianisme est en danger et les marchés internationaux aussi. A qui le monde ? A Staline ? A Truman ? Non, aux hommes !

Mais qu'importe les hommes ! Ils sont faits pour marcher, pour tuer, pour mourir. Ils sont les troupes, les vagues d'assaut, les divisions. Ceux qui commandent les voient ainsi.

On glisse vers la guerre. Alors pour s'arrêter sur la pente fatale, on la prépare furieusement !

Sous des dehors d'alliances économiques, les « Cinq » et leur prolongement, les « Seize », signent des accords d'aide mutuelle et de partage de la manne américaine. Mais enfin, le principal manque encore. Gageons que si les U.S.A. n'envoient pas encore de matériel de guerre, c'est qu'ils craignent que ce geste ne soit un véritable « casus belli ».

D'ailleurs, Truman ne doit pas se faire beaucoup d'illusions quant à la valeur combattive d'une Europe exsangue, ruinée dans ses forces vives.

Mais qu'importe ! La raison d'Etat c'est l'armée, la raison d'une patrie c'est encore l'armée et si elle ne sert à combattre l'ennemi, elle servira contre les grévistes.

Ainsi, sous prétexte de défendre le pays, partout, la répression anti-ouvrière s'accroît. C'est toujours autant de gagné pour le capitalisme.

D'ailleurs, les ouvriers ne marchent-ils pas comme les autres ? Ne font-ils pas des canons pour l'armée et des mitraillettes pour les glorieux filles ?

Que faire alors ?

Encore une fois, dire : Non ! Et nous répéterons inlassablement ce « non » salvateur. Que tous les hommes de bonne volonté se joignent à nous, qu'ils s'élèvent violemment contre ces entreprises homicides, qu'ils disent : Non !

lib

contre les Anarchistes Bulgares

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

COMMUNIQUE :

NOUS avons reçu un nouveau rapport de Bulgarie qui nous donne un grand nombre de détails sur les militants internés dans les camps de concentration communistes de ce pays. Il s'agit de camarades qui tous sont des militants bien éprouvés dans la lutte, qui toujours ont été poursuivis par le capitalisme et la réaction et qui, à présent, sont devenus les victimes de la terreur communiste.

tale, Jambol, en faveur d'une libre organisation syndicale.

4. Vassil Todoroff Jordanoff, 44 ans, ouvrier typographe, militant anarchiste. Pendant de longues années il a vécu dans l'illégalité ou l'émigration. Il fut deux fois jugé par les démocrates et les fascistes, respectivement. Sorti de prison le 9 septembre 1945, il y a de lui-même qu'il est dans le camp de Cucuyan-Parnique, parce qu'il répandait parmi les ouvriers de Sofia la propagande de l'organisation syndicale anarchiste.

5. Venceslav Ivanoff Drandoff, étudiant agronome, 25 ans, de Visoca Magula-Dopunichce, interné il y a sept mois à Cucuyan, pour avoir distribué

des tracts en compagnie de quelques camarades, en l'honneur du grand poète révolutionnaire anarchiste Cristo Boteff.

6. Vassil Jancoff Ivanoff, boulanger, organisateur de la coopérative produisant le pain dans la ville de Jambol, après le 9 septembre 1945, qui alimentait les 26.000 habitants de la ville. Il fut détenu de nombreuses fois par les fascistes et par les bolchevistes. Il se trouve aujourd'hui au camp de Cucuyan, depuis un mois, parce qu'il a osé découvrir les fautes des bolchevistes et parce qu'il est anarchiste. N'a cessé de lutter depuis de longues années pour la liberté et la justice sociale.

7. Guéorguie Dimitroff Kurtoff, Karanicyloff, journaliste, ancien rédacteur de Rabotnicheska Misa. Il a passé de longues années dans les prisons fascistes. Pour la deuxième fois il est interné à Cucuyan, depuis six mois, pour avoir envoyé des articles à la presse anarchiste étrangère.

8. Doncho Cristoff Karavandeff, 26 ans, étudiant en médecine. Il a été terriblement torturé par les fascistes qui l'avaient condamné à mort. Vaillant luttant des jeunes libertaires. Il est depuis 9 mois au camp de Cucuyan et Todorave, dans la province de Silistrie, pour avoir pris part au mouvement des étudiants contre le décret d'éducation supérieure qui est actuellement la loi du pays.

9. Doncho Mandoff, 26 ans, exclu en tant qu'élève, à plusieurs reprises, de l'école par les fascistes. Pour la deuxième fois, il se trouve dans les camps bolchevistes. Depuis un mois, il est dans le camp de Cucuyan pour avoir pris part au cours d'une réunion publique en défendant la cause anarchiste.

10. Delcho Vassileff, 42 ans, de Haskovo. Journaliste et critique, les fascistes tuèrent son frère et les bolchevistes semblent décidés à l'assassiner lui-même. A Cucuyan depuis un mois, coupable d'avoir fait de la propagande anarchiste.

11. Gellasko Milanoff Russeff, étudiant en médecine, détenu de nombreuses fois. Torturé cruellement par les fascistes, se trouve actuellement dans un camp de concentration communiste. Depuis 9 mois, il se trouve dans le « camp de la mort » de Cucuyan pour avoir pris part aux mouvements des étudiants en mars 1947.

12. Constantin Dimitroff Cochinnoff, 27 ans, de Jambol, étudiant ingénieur architecte. A passé deux ans et demi dans les prisons fascistes pour avoir pris part à la conspiration militaire contre le régime fasciste en 1942. Il est pour la deuxième fois dans un camp bolchevique depuis le 9 septembre 1945 et depuis 9 mois à Cucuyan pour avoir protesté par télégramme contre la détermination de ses camarades étudiants.

13. Ilija Dimitroff Mechcaroff, 21 ans, jeune anarchiste, prit part à la lutte antifasciste comme guerillero. Comme son frère, il se trouve depuis deux ans dans le « camp des ombres » Bogdanovodol, inculpé d'avoir tué un bolchevique, ce qui n'a pas été prouvé. Bien qu'il ait été torturé par les juges bolcheviques, on le garde dans le camp de concentration.

14. Xosta Atanasoff, 46 ans, ouvrier des tabacs à Philippoli, devenu tuberculeux à la suite des persécutions sous le régime fasciste. Il avait gagné les sympathies des ouvriers du monopole du tabac à cause de son anarchisme dans les faits et la parole. Interné à Cucuyan depuis 6 mois.

15. Costadin Ilieff Zajarinnoff, 28 ans, de Fadimir, étudiant ingénieur électricien. A passé plus d'une année dans les camps noirs du fascisme. Depuis 7 mois est à nouveau dans un camp de concentration. Les communistes l'ont envoyé à Cucuyan lorsqu'il s'apprêtait à distribuer des tracts à l'occasion de l'anniversaire de Boteff.

16. Kollo Stoyanoff Karadjalski, 25 ans, du village de Mihaltzi-Karlovski. Etudiant en chimie, il est aussi interné depuis 7 mois pour avoir tenté de lancer des tracts sur la tombe de son maître, l'anarchiste révolutionnaire et poète Cristo Boteff.

17. Manol Vasseff Nicoloff, 49 ans, de Haskovo, ouvrier du monopole du tabac, orateur ardent et propagandiste de l'anarchisme. Il a vécu 23 ans dans l'illégalité, poursuivi et jugé par les fascistes. Les persécutions sans trêve ont rendu sa lutte plus vaillante, sa parole plus ardente et plus généreuse encore sa vie pour l'anarchisme. En vain les bolcheviques l'ont interné pour la troisième fois. En vain, dans le camp de Cucuyan depuis un mois, ils essaient d'épuiser, au moyen d'un travail abominable et de la faim systématique, les forces vitales de ce vieux compagnon. Ce qui ne peut s'éteindre ne s'éteindra jamais.

18. Micael Stoyanoff Minloff, 29 ans, de Nava Zagora, typographe. Pour la deuxième fois interné par les bolcheviques et depuis 9 mois à Cucuyan, pour avoir écrit des bulletins et autres publications de la FACB, l'organisation anarchiste bulgare.

19. Nicolaï Elitimova Guéorguieva, 23 ans, de Haskovo, typographe. Internée depuis trois mois dans le camp de Najarevo-Iutracansko, après avoir été horriblement torturée par les sbires bolcheviques. Son délit est d'avoir aidé ses compagnons internés et travaillé pour les idées anarchistes.

20. Slaveyko Ivanoff Stoyanoff, étudiant en chimie, guerillero avant le 9 septembre 1945. Les fascistes, par leurs persécutions, ont fait vieillir ce jeune camarade mais il semble que les bolcheviques veuillent le liquider. Il est depuis 9 mois à Cucuyan pour avoir parlé publiquement devant ses camarades étudiants contre le décret d'éducation supérieure, en mars 1947, à l'athénée des anarchistes de Sofia.

21. Stelian Zlateff Kresteff, libraire. Emprisonné onze ans et demi sous le régime fasciste, il a vécu trois ans sous la menace de la peine de mort. Malgré son état de santé, il est retenu au camp de Cucuyan où il se trouve depuis un mois à cause de ses idées anarchistes.

22. Tase Andanoff Doychinoff, étudiant en médecine, frère du camarade tué par les fascistes, Zinov Doychinoff. Se trouve depuis 7 mois à Cucuyan où il doit travailler dans les mines, pour avoir tenté de jeter des tracts sur la tombe de Boteff.

23. Cristo Colloff Jordanoff, 37 ans, de Sofia, technicien, anarchiste. Jugé trois fois par les fascistes avant 1945. Très bon orateur. Interné par les bolcheviques pour la deuxième fois. Il se trouve à Cucuyan.

24. Cristo Minkoff, agronome. Malgré son diplôme, avant terminés ses études supérieures, il était resté dans son village, Banja-Karlovsko, pour travailler la terre, semant en même temps la parole anarchiste. Interné à Cucuyan depuis un mois.

25. Cristo Koleff, 21 ans, jeune anarchiste, plusieurs fois arrêté et torturé par les bolcheviques, parce qu'il est anarchiste et ne se plie pas. Depuis un mois se trouve à Cucuyan.

Voilà quelques-uns des nombreux syndicalistes et anarchistes bulgares qui sont internés dans les épouvantables camps de concentration de leur pays.

« La Police

avec nous ! »

« La police tire à Marseille :

un mort... »

« A Valence, trois manifestants

grévistes sont assassinés par les

policiers de Jules Moch... »

« A Saint-Etienne, ils empaient

un faux voleur... »

« Cannes... Un mécano en-

combré après des interrogatoires

à la matraque... »

« Tchouffayan était un peu

mécanosabla après son interro-

gatoire... (Il en est mort)... »

« Passage à tabac meurtrier à

Valence... »

« Sept Polonais roués de coups,

pus, acquittés... »

« Un agent fait feu sur 2

202 et atteint un autobus : 3

morts, 2 blessés très graves... »

(Les Journaux.)

Tout cela pour rappeler modestement un certain article de la plus récente des Constitutions assurant que les votes de fait contre l'arrêt, et à plus forte raison contre celui qui ne l'était pas encore, relevaient des procédés moyens-âgeux et indignes de la police patriote, résistante et quatrième républicaine...

Ah, ces journaux — tous bien-pensants, d'où leur circonspection — s'ils pouvaient ne pas exister ! S'ils pouvaient ne pas dévoiler les petits dessous de ces interrogatoires obligatoirement courts et précis de P.J. ne s'écrit plus Gestapo, et pas encore Guépéou — il est vrai qu'il y a les procès intentés contre la plus chérie des organisations boulangères, alors...

Un de nos camarades nous signale qu'un gars de son atelier, un Nord-Africain du nom de K... arrêté pour un malheureux petit vol de rien du tout, n'a pu être reconnu par sa compagnie que très difficilement, après son entrevue avec le commissaire de la Goutte d'Or : « Comment a-t-il pu résister à ça ? » L'inspecteur fautif et son supérieur de chef en étaient peut-être aussi étonnés, après tout. Tout comme leurs ex-patrons, les Nazis, peut-être expérimentaient-ils, à la dégré de résistance du corps humain ? Dans leur application à

(Suite page 4)

PROCHAINEMENT

« LE LIBERTAIRE »

publiera l'œuvre d'Ernestan

« TU ES ANARCHISTE »

Faux Internationalisme

D E M. Hervé Alphonse, rapporteur général du Comité de Coordination européenne et directeur des Accords commerciaux, après la Conférence des Seize, ces paroles désabusées :

« Tous les egoïsmes commerciaux subsistent, et le jeu des combinaisons diplomatiques empêche la constitution véritable de cette Fédération européenne dont on parle tant ! »

Ce sont des choses que nous avons prévues et répétées dans les colonnes du Libéraire, et il ne fallait pas posséder un don de divination extraordinaire pour les prédire. Il n'en faut pas posséder davantage pour prédire l'échec de ces tentatives qui ne répondent ni aux désirs des gouvernants, ni aux intérêts capitalistes, ni aux intérêts de nombreuses couches économiques de la société, qui ne savent et ne peuvent remonter au-dessus d'elles-mêmes.

Le récent traité avec l'Italie n'avait pas été signé que des protestations s'élevaient en France et en Afrique du Nord. Ne va-t-on pas faire venir du vin d'Italie, meilleur marché que celui de nos vignes du Midi ? L'orange italienne ne va-t-elle pas concurrencer victorieusement celle de l'Afrique du Nord ? Ne va-t-elle pas en être de même de producteurs patronaux et capitalistes s'agitent.

Sur l'initiative de parlementaires anglais, dont nous acceptons la bonne foi, on nous parle de créer un gouvernement européen. Et l'on ne comprend pas que l'utopie est de vouloir atteindre certains buts sans employer les moyens pour y parvenir.

Il y a des pays riches et des pays pauvres, par le contenu de leur sous-sol en minéraux industriels et en combustibles, par leurs possibilités agricoles naturelles. Il y a des pays techniquement arriérés, d'autres techniquement avancés. Il y a des pays où l'on a l'habitude de bien vivre, de bien manger, et d'autres où l'on mange toujours mal.

Dans toute interpénétration économique, chacun ne cherche qu'à tirer profit aux dépens de son voisin. Le consommateur français sera content d'avoir l'orange italienne à bas prix, en supposant que les commerçants ne continuent pas à le voler. Mais l'agriculteur de l'Afrique du Nord diminuera sa production. La collectivité européenne y perdra.

Prenons le charbon. L'Angleterre en vend, et la Belgique. Concurrence. Si l'on supprime les droits de douane, c'est le pays vendant, le meilleur marché qui se défendra le mieux. Les mineurs anglais en vendront aux mineurs belges ou suisses. La concurrence engendrera la discorde.

Même chose pour le fer. L'Italie devra se priver de denrées alimentaires dont elle a besoin, pour s'en procurer. Per de France, du Luxembourg, de la Suède ? Mais si la Suède a besoin de très peu de produits italiens, et l'Italie de beaucoup de produits suédois ? Et si, par la suppression des droits de douane, les légumes, le beurre, le lait, les œufs, les volailles du Danemark et de la Hollande concurrencent les produits des fermes de France ? Si on empêche l'Allemagne de fabriquer des machines meilleur marché que les machines anglaises, quelle sera l'attitude de la population allemande ? Si on ne lui met pas d'obstacles, quelle sera l'attitude de la population anglaise ? Et qui recevra l'Autriche, qui a besoin de tant de choses, et qui ne peut rien donner en échange ?

Les barrières douanières ont été

et sont une nécessité historique du capitalisme. Quand le libre-échange fut établi en Angleterre, c'est parce que par l'évolution de son économie, ce pays allait en bénéficier.

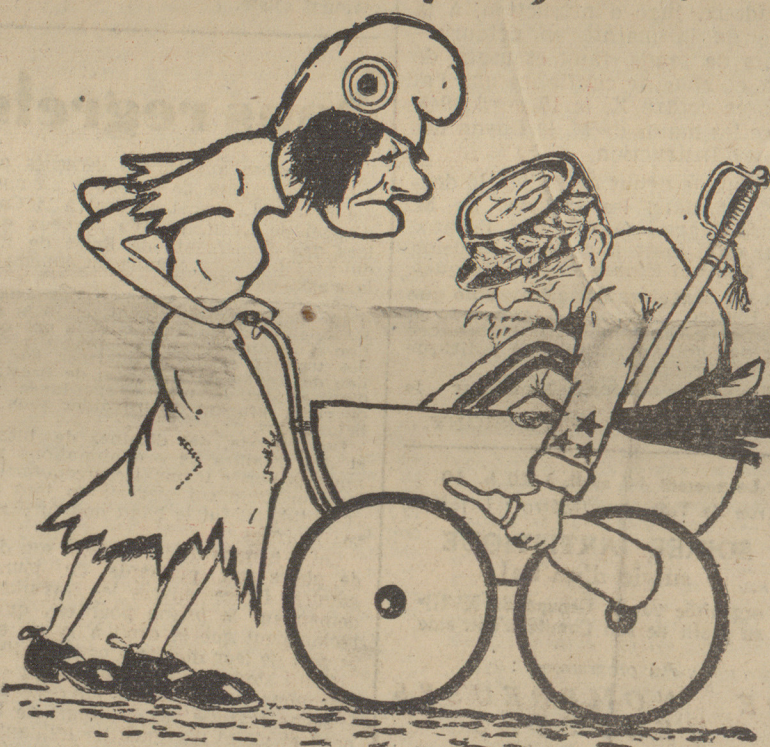
Il ne peut y avoir d'unité économique internationale en dehors d'une organisation libertaire de la société, qui amènera la disparition des egoïsmes commerciaux et nationalistes. Ce sont les matières premières et les produits manufacturés, les produits de la terre et les ressources d'énergie, toute la ri-

chesse et tous les biens qu'il faut mettre en commun.

Et pour cela, il faut non seulement faire disparaître le capitalisme. Il faut faire disparaître les entités nationales, l'étroitesse d'esprit nationaliste, et établir l'égalité économique entre tous les hommes, en corrigeant par l'équité humaine l'injustice des conditions naturelles. Le reste n'est que leurre ou mensonge. En tout cas, faux internationalisme.

Robert LEFRANC.

Un milliard par jour...



UN ENFANT QUI COUTE CHER !

(Suite page 4)

Cu fil de la semaine

ADMINISTRATION MILITAIRE

Des beautés, comme toujours ! Sur le plateau de Saclay (Seine-et-Oise), là où poussaient fraises et poireaux, l'administration militaire édifie, pour l'apprentissage de la bombe atomique, un camp de 300 hectares. Une splendide maison à plusieurs étages avait été édifiée, qui aurait pu abriter des dizaines de sanatoria. La peinture était faite, les lavabos en place, l'électricité fonctionnait. Quelque inspecteur s'avisa, un jour, que la maison n'avait pas été construite à la bonne place... On est en train de la démolir, pour la reconstruire un peu plus loin.

Pendant que des milliers de sinistrés attendent toujours (certains, depuis 8 ans...) qu'on veuille bien leur redonner un toit...

HIER CONTRE AUJOURD'HUI

10.000 hommes renforceront prochainement les C.R.S. et gardes mobiles, annoncent les journaux. Parions que la C.G.T. ne renouvellera pas ses manifestations d'amour de novembre 1947 aux dits C.R.S. Ils avaient pourtant eu droit au communiqué confédéral, et tout et tout. Alors, il faut se faire une raison. Encore un virage en épingale à cheveux !

QUAND LES AILES SE BRISENT

La dernière catastrophe n'est pas vieille : un avion du dernier type se soit brisé en vol, par temps très froid. Il n'a pas de déviateur. « Nous allons à la mort », dit le pilote.

« Partes ! »
« Des ingénieurs sont à bord. La fleur de la corporation, paraît-il. Aucun n'a échappé ».
Mais l'administration a tellement raison qu'on n'a pas encore pu savoir qui a donné l'ordre de départ. Un registre n'indique pas qui, à cette heure, avait le droit de le donner. A défaut d'un directeur dévoué, le responsable... c'est le ministre qui l'a mis ou maintenu en fonctions.

Mais le ministre... soyons sans crainte... saura s'en tirer !

LE MOT DE LA FAIM...

Le Gouvernement négocie l'achat de vin d'Algérie avec les commerçants et les viticulteurs nord-africains.

Allons, il y a encore du pain (de la corruption) sur la planche... Histoire de sucre... histoire salée. L'affaire du sucre brésilien est tombée à l'eau. L'Etat aurait-il été un coup dur pour les Lebaudy, Sommer et Cie ?

Mais un consortium de confitures traite actuellement une affaire importante de sucre... et en rétrocedera une partie au Ravitaillement !

Si, un jour, les raffineries françaises ferment, sans doute se seront-elles succubées auparavant de sucre à M. Coudé du Forestier et à M. Abe-

F. A.

Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, X^e
Métro : Gare de l'Est

Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanche

1^{re} REGION
Bordeaux-Départementale du Nord. — Après consultation des groupes de Lille et Roubaix, le congrès de la 1^{re} Région se peut être assuré actuellement.
Le dimanche 24 mars au matin aura lieu, à Lille, une réunion des groupes du Nord au cours de laquelle les questions à porter à l'ordre du jour seront soulevées. Se mettre en rapport avec le secrétaire provisoire de la Fédération Anarchiste, M. Hoche Meurant, 1, rue d'Arcole, à Croix (Nord).

2^e REGION
Lille. — Les camarades et sympathisants sont priés de s'adresser désormais, pour tout ce qui concerne le groupe, au camarade Edouard Ducloux, 66, rue des Menuisiers, 3, Cour Couron, Lille.

3^e REGION
Paris-13^e. — Le groupe se réunit périodiquement et organise chaque mois des conférences-débats. Pour renseignements et adhésions, écrire à Givré Jean, 1, rue des Passes, Paris (13^e). Tél. : G.O.B. 7072.

4^e REGION
Reims. — Le groupe du 1^{er} est en voie de reconstitution. Tous les camarades et sympathisants désirant se joindre au mouvement doivent se mettre en rapport avec le secrétaire du secteur Paris-13^e : Jean Givré, 1, rue des Passes, Paris (13^e). Ils seront convoqués individuellement pour la prochaine réunion.

5^e REGION
Paris, Secteur Nord. — Le 24 mars, à 20 h. 30, au Café de la Gare, 12, place de la Bastille. Présence indispensable de tous. Bougrat et Rastier. Permanence chaque dimanche de 10 à 12 h. au Café des Nations, Croissy-S-Seine.

6^e REGION
Aubervilliers. Réunion du groupe le vendredi 8 mars, à 20 h. 30, au Café de l'Hôtel de Ville, place de la Mairie. Les sympathisants sont invités à se joindre au mouvement.

7^e REGION
Clichy-sous-Bois. Réunion tous les lundis sauf le 1^{er} du mois, sous le signe de la Liberté, 38, rue de Metz. Erment et environs. Les camarades d'Enghien, Sannois, Tril, Franconville, etc., sont avisés que la prochaine réunion aura lieu le vendredi 8 courant, chez Kéroux, 60, route de St-Denis, Erment.

8^e REGION
Montreuil-Bonnet. — Réunion tous les mardis à 20 h. 30, au Café du Grand Cerf (ancien étage), 171, rue de Paris, Montreuil.

9^e REGION
Romainville. — Réunion du groupe le mardi 20 mars, à 20 h. 30, au Café du Soleil, place Carnot.

10^e REGION
Les sympathisants sont invités. Rueil. Les camarades de Rueil sont priés de se faire connaître à Carde R. B. qui Boisy-d'Angres à Bougrat pour la formation d'un groupe. Permanence tous les jours de 10 à 21 heures même adresse.

11^e REGION
Villetaneuse. — S'adresser au secrétaire du "Lib" : chaque dimanche, place du Marché.

12^e REGION
Ollioult-Marnes. — Groupe en formation. Ecrire à Huard René, 32, Faubourg-Antoine, Châlons-sur-Marne.

13^e REGION
Metz. — Le groupe est en formation. Pour tous renseignements ou adhésions, écrire au voir : Alla, 7, rue Pasteur, Metz (Moselle).

14^e REGION
Brest. — Les membres du Groupe d'Etudes Sociales, les lecteurs du "Libertaire" et tous ceux qui veulent contribuer à organiser la véritable paix sont invités à assister à la réunion du vendredi 8 avril, 20 h. 30, Salle Proust. Exposé du secrétaire suivi de discussion.

15^e REGION
Nantes. — Le vendredi 2 avril, 83, rue Jean-Jaurès, à 20 h. 30, Causerie par le camarade Moreau : « De la Révolte à l'anarchie ». Tous les camarades sont cordialement invités.

16^e REGION
Saint-Nazaire. — Le groupe organise un cycle de conversations entre militants et sympathisants : 1^{er} Les deux visages de l'Anarchisme : Max Stirner, Joseph Proudhon ; 2^e La révolution mégalomane ; l'extraordinaire développement de la technique ; 3^e Comment reconstruire Saint-Nazaire par le Socialisme libertaire.

17^e REGION
Macon. — Les groupes sont priés de s'adresser provisoirement, pour cartes et timbres, à Marcel Chanoiroux, 13, rue des Gites.

Une enquête du "Lib"

(Suite du précédent numéro)

LA GUERRE ET L'OCCUPATION

En zone Nord, les Allemands finirent par interdire en 1943 l'ajustement indépendant dont ils craignaient l'essor. 200 militants furent déportés pour leurs activités clandestines, tandis qu'en zone Sud, Pétain, procédant avec davantage de souplesse, autorisait un mouvement d'usagers auquel il avait voulu, sans y parvenir d'ailleurs, donner des directives, dans l'esprit de l'époque.

En revanche, il imposa un organisme « technique » ayant seul qualité pour gérer et aménager les A. J.

Dès 1940, en effet, des Ajustés de la première heure, récemment démobilisés, s'étaient regroupés à Uriage avec l'intention de reconstruire sur des bases nouvelles l'organisation des Auberges de Jeunesse en France.

Il s'agissait de créer un mouvement unique, puissant, officiel. Le secrétaire général à la Jeunesse finit par s'intéresser au projet qui comportait d'abord la suppression des deux organisations existantes, puis leur remplacement par deux organismes aux buts et attributions nettement distincts.

L'un, les Auberges Françaises de la Jeunesse (A. F. J.), instrument technique chargé de la création et de la gestion des Auberges, ainsi que de la formation des P. A. (parents aubergistes). L'autre, les Camarades de la Route (C. D. R.), groupement éducatif pour jeunes gens de deux sexes, dont le but était de regrouper les membres des anciens groupements et de susciter de nouvelles adhésions.

Un décret réalisant les deux propositions fut rédigé en avril 1941, mais n'eut force de loi qu'en zone Sud. Les autorités d'occupation ayant toujours refusé de donner leur accord pour son application en zone Nord.

Dans cette dernière zone, les deux mouvements existèrent alors, le C. D. R. et la L. F. A. J., furent admis un certain temps à continuer leur action. Mais le C. D. R. fut bientôt interdit et mis sous séquestre. Il reprit peu après avec une nouvelle direction reconnue sinon choisie par les autorités d'occupation. La Ligue fut interdite à son tour en août 1943.

APRES LA LIBERATION

Après la Libération, les anciens ajustés du C. D. R. A. J., de la L. F. A. J., et des C. D. R. s'unirent en un seul mouvement d'usagers :

Le Mouvement Unifié des Auberges de Jeunesse avec Marc Sangnier comme président d'honneur.

Parallèlement, les membres de l'Organisation technique de zone Sud décidèrent de faire admettre sur le plan national la nécessité d'un tel organisme, calqué sur celui précédemment imposé par Vichy. Ce qu'ils firent, et leurs promesses de « démocratisation » restèrent lettre morte.

Il prit le nom d'Union Française des Auberges de la Jeunesse (U. F. A. J.) et hérita des A. J. de zone Sud et de quelques-unes existant encore en zone Nord.

L'U. F. A. J. gère actuellement 120 auberges, se prétend « organisme technique au service de tous les jeunes » et fut créé en vertu d'un accord signé par les présidents des organisations d'Auberges qui existaient avant et pendant l'occupation : la L. F. A. J., la C. D. R. A. J., les A. F. J.

Celui-ci « encaissait » les coups plus

tant que quelques temps après le congrès de novembre 1945, une brochure (livre blanc) : « Nous ne voulons pas être complices », lui exprimait leur déception en constatant que le mouvement n'avait pas eu de la suite dans la voie qu'ils pensaient être la bonne. Leur conclusion était la condamnation catégorique du Mouvement laïque des Auberges de Jeunesse.

L'Union de la Jeunesse républicaine de France déclenchait parallèlement une violente attaque contre le M. L. A. J.

L'U.F.A.J. avait l'administration était — et est toujours d'ailleurs — fortement influencée par les signataires du Livre blanc, se livrait aussi, mais d'une manière moins nette, à une offensive contre le M. L. A. J.

Celui-ci « encaissait » les coups plus

ment en liquidation judiciaire) avait été en difficultés financières, à été apporté sol-disant met de tout passif par MM. Bonnet et Mitterrand à une société dont le capital a été fictivement souscrit et dont les actionnaires n'étaient que des prête-noms.

Or, il existait un passif de plus de 3 millions de francs qui a été comblé par la Fédération Nationale des Déportés du Travail, organisme subventionné par l'Etat. C'est dire que celui-ci est devenu Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

Ces affirmations ressortent du rapport remis en juin 1947 par M. Alexis Roche, expert-asseureur, 32, rue Etienne-Marcel, Paris, à M. Lavado, Juge d'Instruction, à la suite de la plainte en détournement de fonds, faux et usage de fautes de confiance que l'ajusté déposé contre X, le 17 avril 1946, entre les mains de M. le Doyen des Juges d'Instruction.

Depuis le début de juillet, le dossier est dans les services de M. André Marie, Garde des Sceaux, pour qu'il fasse part de sa décision à la Section Financière du Parquet.

Il me semblerait inadmissible que la Justice, parfois si prompt à frapper les humbles, fut influencée par des considérations de politique ou de personnel.

Veillez agréer, Monsieur le Député...

G. TASSIGNY.

Amis lecteurs, aidez-nous à lutter contre ceux qui se chargent d'abriter le peuple par une « éducation » à sens unique. SOUSCRIVEZ SANS TARDER.

Plus nous aurons d'abonnés, plus nous pourrons éditer de livres.

Envoyez vos versements à R. Joulin, 145, quai de Valmy, Paris (10^e). C. C. P. 5561-76 Paris.

Les Auberges de la jeunesse

La vent était donc à l'union et les promoteurs de ces organisations se félicitaient eux-mêmes de telles initiatives.

Cependant, Marc Sangnier, signataire au nom de la L. F. A. J. du protocole d'accord U. F. A. J., et président d'honneur du M. U. A. J., fondaient quelques mois plus tard avec l'aide des milieux catholiques l'Office central des Camps et Auberges de Jeunesse (O. C. C. A. J.). Ce nouveau groupement prétendait devenir organisme technique au même titre que l'U. F. A. J., et mouvement usager tout comme le M. U. A. J. C'était un premier coup de canif dans le contrat, tant vis-à-vis de l'Union Française que du Mouvement Unifié.

L'U. F. A. J. combattit pour conserver le monopole des Auberges et le M. U. A. J., après avoir expulsé un érudit d'honneur qui avait une conception assez singulière de l'union, se transformait en Mouvement laïque des Auberges de Jeunesse (M. L. A. J.).

Au cours du Congrès (novembre 1945) où cette décision fut prise, le représentant de l'Union de la Jeunesse Républicaine (U. J. R. F.) déclarait que le Mouvement aïstie ne correspondait plus aux aspirations des jeunes et qu'en conséquence ordre allait être donné aux adhérents de l'U. J. R. F. de se retirer du M. L. A. J.

Effectivement, l'U. J. R. F. tenta de constituer quelque temps plus tard une section de plein air « Les Aïstes et Campeurs de France ».

Des camarades, dont la quasi totalité du Comité directeur du Mouvement aïstie de zone Sud durant l'occupation, qui par leur militantisme, avaient acquis une grande influence dans les milieux aïstes et qui avaient été pour la plupart les promoteurs du Mouvement uni des Auberges de Jeunesse à la libération, édi-

taient quelque temps après le congrès de novembre 1945, une brochure (livre blanc) : « Nous ne voulons pas être complices », lui exprimait leur déception en constatant que le mouvement n'avait pas eu de la suite dans la voie qu'ils pensaient être la bonne. Leur conclusion était la condamnation catégorique du Mouvement laïque des Auberges de Jeunesse.

L'Union de la Jeunesse républicaine de France déclenchait parallèlement une violente attaque contre le M. L. A. J.

L'U.F.A.J. avait l'administration était — et est toujours d'ailleurs — fortement influencée par les signataires du Livre blanc, se livrait aussi, mais d'une manière moins nette, à une offensive contre le M. L. A. J.

Celui-ci « encaissait » les coups plus

ment en liquidation judiciaire) avait été en difficultés financières, à été apporté sol-disant met de tout passif par MM. Bonnet et Mitterrand à une société dont le capital a été fictivement souscrit et dont les actionnaires n'étaient que des prête-noms.

Or, il existait un passif de plus de 3 millions de francs qui a été comblé par la Fédération Nationale des Déportés du Travail, organisme subventionné par l'Etat. C'est dire que celui-ci est devenu Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

Ces affirmations ressortent du rapport remis en juin 1947 par M. Alexis Roche, expert-asseureur, 32, rue Etienne-Marcel, Paris, à M. Lavado, Juge d'Instruction, à la suite de la plainte en détournement de fonds, faux et usage de fautes de confiance que l'ajusté déposé contre X, le 17 avril 1946, entre les mains de M. le Doyen des Juges d'Instruction.

Depuis le début de juillet, le dossier est dans les services de M. André Marie, Garde des Sceaux, pour qu'il fasse part de sa décision à la Section Financière du Parquet.

Il me semblerait inadmissible que la Justice, parfois si prompt à frapper les humbles, fut influencée par des considérations de politique ou de personnel.

Veillez agréer, Monsieur le Député...

G. TASSIGNY.

Amis lecteurs, aidez-nous à lutter contre ceux qui se chargent d'abriter le peuple par une « éducation » à sens unique. SOUSCRIVEZ SANS TARDER.

Plus nous aurons d'abonnés, plus nous pourrons éditer de livres.

Envoyez vos versements à R. Joulin, 145, quai de Valmy, Paris (10^e). C. C. P. 5561-76 Paris.

Le samedi 10 avril, à 20 h. 30, 7, rue de Trétaigne (Métro : J.-Joffrin)

SOIREE ARTISTIQUE suivie d'un bal

organisée par le Groupe du XVIII^e au profit de son Comité d'entraide

Au programme : DE NOMBREUSES VEDETTES de la Scène parisienne

Retirez vos billets au Libertaire, 145, quai de Valmy

ou moins bien et se défendait plus ou moins mal.

A son Congrès de novembre 1946, le M. L. A. J. décidait de lutter pour obtenir la suppression de la qualité usagers-organismes technique et pour donner la gestion démocratique des Auberges aux usagers.

C'était la rupture définitive U. F. A. J.-M. L. A. J.

Devant l'attitude inamicale de l'U. F. A. J., les membres du M. L. A. J. avaient peu à peu déserté les Auberges de l'organisme technique et celui-ci voyait venir le jour où aucun usager ne fréquenterait plus les Auberges.

L'U. F. A. J. fut ainsi amenée à délivrer directement les cartes aux usagers, marquant ainsi elle-même la faillite d'une formule. Dans certaines régions, des groupes U. F. A. J. tentaient même de se constituer.

Pendant ce temps, la section de plein air de l'U. J. R. F., « Les Aïstes et Campeurs de France », végétait et les dirigeants de l'organisation reconnaissaient eux-mêmes l'échec en conseillant à leurs membres de rejoindre le M. L. A. J.

L'équipe de l'U. F. A. J., considérant l'isolement dans lequel glissait de plus en plus l'organisme technique malgré l'essai de distribution des cartes et craignant l'action du M. L. A. J., décidait de résoudre le problème en obtenant l'accord de l'Etat, de la C. G. T., de la Ligue de l'Enseignement, du Syndicat des Instituteurs, de la C. F. T. C., de l'Union nationale des Associations familiales, du Centre laïque des Auberges de Jeunesse, de la Ligue française des Auberges de Jeunesse et des Auberges françaises de la Jeunesse pour constituer la Fondation Française des Auberges de Jeunesse.

L'accord pour la Fondation, de la Ligue Française des Auberges de Jeunesse

Si une partie des paysans et des commerçants spéculent, ce n'est pas seulement à cause des circonstances exceptionnelles que nous traversons. Cela remonte de plus loin. Voyons d'abord les paysans. Comme tous ceux qui ont souffert et qui vivent avec un sens prolongé du temps, les paysans se souviennent des années pénibles d'un passé à la fois séculaire et récent. Juste qu'avant 1914, misère pour le bas prix des produits, manque du confort le plus élémentaire, vie de bêtes qui faisait fuir les campagnes. Depuis 1930, dévaluation des produits, misère par l'abondance, mévente du blé et du vin. Stabilité dans l'aisance : jamais.

Comment voulez-vous qu'avec de tels souvenirs gravés dans leur mémoire, les paysans ne profitent pas de l'occasion qui leur est offerte de gagner de l'argent ? Comment voulez-vous qu'ils aient intérêt à semer autant de blé qu'avant quand ils savent que si, par malheur, les conditions atmosphériques sont trop favorables, ils risquent, la moisson étant trop abondante, d'être obligés de vendre leur blé à des prix non rémunérateurs, et de recevoir demain des circulaires ministérielles leur enjoignant de dénaturer le beau froment moissonnant dans les greniers ?

Pour les commerçants, le problème est différent. Ils vendent le plus cher qu'ils peuvent. Sont-ils bien venus de le leur reprocher, ceux qui, depuis cent cinquante ans, vantent la loi de l'offre et de la demande d'après laquelle c'est un jeu naturel et logique que les produits rares se vendent chers, et que les produits très abondants voient leurs prix baisser ?

Dans cette société où tous luttent contre tous, où chacun sait qu'il faut, pour bien vivre, tirer son épingle du jeu aux dépens de ses semblables, que l'entrepreneur, l'industriel, le commerçant, l'actionnaire ne sont pas des philanthropes, il est d'une logique absolue que, les circonstances aidant, ceux qui peuvent gagner de l'argent cherchent à le faire. L'honneur n'enrichit pas. Et tout vous pousse : par jalousie, par émulation, par peur du lendemain, par dépravation, fille de l'exemple des oisifs dorés, à vous enrichir.

Venons-en aux consommateurs. Ils ne se défendent pas. Ils font montre d'une lâcheté, d'une inertie, d'une vulerie écoeuvante. Et c'est en vain que les gouvernants les invitent à être fermes.

Mais n'a-t-on pas fait tout pour tuer en eux l'initiative, la volonté, la révolte ? Ne touchons-nous pas là un des résultats de la castration, de la domestication morale et matérielle auxquelles se sont livrés depuis si longtemps les partis, les gouvernements, l'Etat et le syndicalisme réformiste ?

Avec une opiniâtreté inlassable, avec des moyens convergents, tous se sont efforcés à l'envi de détruire chez l'homme la capacité d'action. On lui a dit à l'école, à l'université, au parlement, dans la presse, à la radio, dans les proclamations, dans les discours électoraux et des maires de villages, à la caserne, partout, dans toutes les

LES REPERCUSSIONS FATALES

UN fait mérite d'être souligné dans la lutte que le Gouvernement mène contre la spéculation commerciale. Ministres et porte-paroles officiels, de la presse et de la radio, en appellent continuellement au public et déclarent en substance que toutes les mesures prises ne serviront de rien si les intéressés eux-mêmes ne se refusent pas à acheter n'importe quoi à n'importe quel prix, et ne se défendent pas par leurs propres moyens contre les vols quotidiens dont ils sont victimes.

On ne peut donner plus explicitement raison aux libertaires qui ont toujours prétendu que l'évolution de la société ne dépend pas des gouvernements et de l'Etat, mais de l'ensemble de la population et de son attitude, bonne ou mauvaise, heureuse ou fautive, devant les grands problèmes qui la sollicitent.

Quand une initiative officielle est juste, ce qui arrive bien rarement, elle ne réussit pas si le niveau moral de la nation ne lui permet pas d'y répondre favorablement. Inversement, quand le niveau moral — ou mental — de la nation exige telle réforme ou tel progrès, le gouvernement finit par céder et officialise ce qui est exigé et presque toujours en partie réalisé.

Dans ses grandes lignes, au cours de l'Histoire, le progrès social n'a pas suivi d'autre chemin.

Aujourd'hui, les efforts gouvernementaux pour parvenir à la baisse des prix demeurent vains. Les ministres et la police sont impuissants. Pourquoi ? Parce que l'esprit et la pratique de la spéculation ont pénétré des millions et des millions de personnes qui s'en trouvent trop bien pour y renoncer. Ensuite, parce que les victimes ne savent plus se défendre.

Ce double résultat n'est pas un accident fortuit. On l'explique par les années de pénurie et de restriction que nous vivons depuis 1940. C'est en partie plausible. Mais il est une autre explication, beaucoup plus juste, et dont les éléments embrassent presque tout le problème.

Si une partie des paysans et des commerçants spéculent, ce n'est pas seulement à cause des circonstances exceptionnelles que nous traversons. Cela remonte de plus loin. Voyons d'abord les paysans. Comme tous ceux qui ont souffert et qui vivent avec un sens prolongé du temps, les paysans se souviennent des années pénibles d'un passé à la fois séculaire et récent. Juste qu'avant 1914, misère pour le bas prix des produits, manque du confort le plus élémentaire, vie de bêtes qui faisait fuir les campagnes. Depuis 1930, dévaluation des produits, misère par l'abondance, mévente du blé et du vin. Stabilité dans l'aisance : jamais.

Comment voulez-vous qu'avec de tels souvenirs gravés dans leur mémoire, les paysans ne profitent pas de l'occasion qui leur est offerte de gagner de l'argent ? Comment voulez-vous qu'ils aient intérêt à semer autant de blé qu'avant quand ils savent que si, par malheur, les conditions atmosphériques sont trop favorables, ils risquent, la moisson étant trop abondante, d'être obligés de vendre leur blé à des prix non rémunérateurs, et de recevoir demain des circulaires ministérielles leur enjoignant de dénaturer le beau froment moissonnant dans les greniers ?

Pour les commerçants, le problème est différent. Ils vendent le plus cher qu'ils peuvent. Sont-ils bien venus de le leur reprocher, ceux qui, depuis cent cinquante ans, vantent la loi de l'offre et de la demande d'après laquelle c'est un jeu naturel et logique que les produits rares se vendent chers, et que les produits très abondants voient leurs prix baisser ?

Dans cette société où tous luttent contre tous, où chacun sait qu'il faut, pour bien vivre, tirer son épingle du jeu aux dépens de ses semblables, que l'entrepreneur, l'industriel, le commerçant, l'actionnaire ne sont pas des philanthropes, il est d'une logique absolue que, les circonstances aidant, ceux qui peuvent gagner de l'argent cherchent à le faire. L'honneur n'enrichit pas. Et tout vous pousse : par jalousie, par émulation, par peur du lendemain, par dépravation, fille de l'exemple des oisifs dorés, à vous enrichir.

Venons-en aux consommateurs. Ils ne se défendent pas. Ils font montre d'une lâcheté, d'une inertie, d'une vulerie écoeuvante. Et c'est en vain que les gouvernants les invitent à être fermes.

Mais n'a-t-on pas fait tout pour tuer en eux l'initiative, la volonté, la révolte ? Ne touchons-nous pas là un des résultats de la castration, de la domestication morale et matérielle auxquelles se sont livrés depuis si longtemps les partis, les gouvernements, l'Etat et le syndicalisme réformiste ?

Avec une opiniâtreté inlassable, avec des moyens convergents, tous se sont efforcés à l'envi de détruire chez l'homme la capacité d'action. On lui a dit à l'école, à l'université, au parlement, dans la presse, à la radio, dans les proclamations, dans les discours électoraux et des maires de villages, à la caserne, partout, dans toutes les

occasions, que l'Etat, le gouvernement, l'administration, les ministres, les préfets, la police et les gardes champêtres sont les seuls indiqués pour tout comprendre, tout résoudre, tout trancher. Qu'eux, les citoyens, ne devaient pas agir par eux-mêmes, mais s'adresser aux autorités « impétentes » qui statuent et prennent les mesures nécessaires. Qu'agir par soi-même c'est causer le désordre et s'exposer à des poursuites.

Le poison a pénétré, paralysé les forces, les consciences, les volontés. Kropotkine soulignait que l'appareil monopolisant la justice tuait chez les hommes le sens de la justice, en les empêchant d'intervenir contre les actes immoraux de leurs concitoyens. Il en est de même pour tout. Attendant l'arrivée des autorités, spectateurs, atterrés, regardant sur la chaussée le blessé gémissant avec une indifférence de statue. Et ils ne se défendent pas mieux qu'ils ne défendent les autres.

Abrutis, amollis par la loi, qui voit et doit tout voir et prévoir, hommes et femmes ne savent plus que gémir en attendant l'autorité. L'intervention directe, individuelle et collective, les réactions de colère qui en quelques jours mettraient à la raison tous les mercantiles ne sont même pas suggérées à leur imagination. L'étatisation spirituelle a fait son chemin. Nous sommes dressés, polis, sages, obéissants, passivement vertueux, annulés au tréfonds de notre être. Et tous y ont contribué, tous y contribuent : les républicains prêchant la soumission au gouvernement et à la loi, les socialistes et les communistes prêchant la soumission au parti et à l'Etat, les syndicalistes réformistes prêchant la discipline à leurs troupes dévotement, et l'horreur de l'action directe.

A tout cela, nous opposons la pratique et la morale de la solidarité, et la volonté de réalisation par l'action concertée des hommes forgeant eux-mêmes leur destin.

Nous combattons pour la résurrection de l'homme et le salut de l'humanité. Nous combattons pour que les hommes apprennent à s'organiser eux-mêmes, directement, par les syndicats et les coopératives industrielles et agricoles, les associations de consommateurs, les communes fédérées résolvant leurs propres problèmes grâce à l'initiative de tous et de chacun. Pour qu'au moyen des collectivités que les fonctions sociales réclament, les collectivités concertant leurs efforts par spécialités d'activités, se réalise l'acceptation de la responsabilité, sans laquelle toute société marche à la décadence.

A TOUS NOS MILITANTS

